

L'UPR demande au gouvernement de suspendre les versements de la France au budget de l'UE tant que la Commission européenne ne s'est pas expliquée sur la gabegie de 7 milliards d'euros en 2013



La Cour des Comptes européenne a révélé, mercredi 5 novembre 2014, que l'Union européenne a gaspillé 6,97 milliards d'euros, en procédant à des dépenses contraires aux règles d'emploi du budget communautaire, ou utilisées à des fins différentes de celles prévues.

L'ampleur extravagante de cette gabegie et de ces détournements révèle l'impudence sans limite des Tartuffes de Bruxelles, qui osent, au même moment, donner des leçons de rigueur budgétaire aux États-membres et exiger des coupes toujours plus injustifiées et inefficaces dans les budgets nationaux.

En se fondant sur les données de 2011, l'Union Populaire Républicaine (UPR) a estimé que la contribution directe nette de la France à la machinerie européenne est d'environ 7 milliards d'euros, soit un coût quasiment identique au montant des gaspillages mis en lumière par la Cour des comptes européenne !

Encore cette estimation du coût de la « construction européenne » pour la France est-elle *minima* puisqu'elle ne tient pas compte des frais de fonctionnement fastueux des institutions de l'UE, ni des paiements additionnels, liés par exemple à des sanctions, ni des coûts indirects colossaux résultant de l'application des réglementations.

À ce propos, l'UPR dénonce l'opacité dans laquelle sont sciemment tenus le public, les journalistes et les parlementaires français quant au coût réel et complet de la "construction européenne".

Sauf à considérer que la démocratie est une farce, les parlementaires doivent exiger que l'exécutif rende un rapport annuel public, certifié par des experts comptables, et comparé aux estimations faites au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas, sur l'ensemble des coûts que notre appartenance à l'Union européenne occasionne à la France. En distinguant bien les coûts directs d'une part, et les coûts analytiques complets d'autre part.

Ces données fondamentales sont en effet systématiquement occultées, en France, par un discours général et idéologique sur les prétendus "bénéfices" que nous retirerions de notre appartenance à l'UE. Ce tour de passe-passe n'est plus supportable, alors que les prétendus "bénéfices" évoqués lyriquement dans les discours se traduisent concrètement par le chaos économique et social qui frappe désormais tous les pays de l'Union européenne, et les aventures militaires dans laquelle les euro-atlantistes nous entraînent.

Quant au gouvernement français, l'UPR lui demande de surseoir à tout nouveau versement au budget européen, tant que Bruxelles n'a pas apporté des explications détaillées sur la gabegie phénoménale de 6,97 milliards d'euros découverte pour 2013, et sanctionné dûment et publiquement les responsables.

L'UPR constate une fois encore que ses analyses, notamment celles développées dans la conférence « [l'Europe c'est la paie](#) », sont pleinement vérifiées. Les institutions européennes sont désormais profondément engagées dans un processus de nécrose terminale. C'est l'évolution typique des organisations dictatoriales qui drainent des sommes colossales, mais qui ne font face à aucun contrôle vraiment démocratique et qui ne tolèrent *a fortiori* aucune remise en cause. Le champ est alors libre pour tous les détournements de fonds et à tous les phénomènes mafieux.